Que peut faire ma commune en matière d'environnement?

Webinaire – 13 mai 2025

Union des Villes
et Communes
de Wallonie asbl

Wallonie

Menu de la séance

1	Introduction Par Arnaud Ransy, UVCW
2	Propreté publique : comment Be Wapp aide les communes dans leur mission de maintien de la propreté ? Par Beno^t Bastien, Be Wapp
3	Focus sur le coût vérité déchets Par Carole Fays, Copidec
4	Plan propreté : retour d'expérience Par Sabine Bleret, Somme-Leuze
5	La gestion des établissements classés Par Giuseppe Monachino, SPW ARNE

Quelques consignes pour débuter...

01 **Converser/chat**
Signaler un problème
technique
→ Modérateur

02 **Q. et R.**
Poser une question liée
aux **contenus**
→ Conférenciers

01

Introduction

Arnaud Ransy

Conseiller expert à l'UVCW

La gestion des déchets.

A. La gestion des déchets ménagers.

- Exclusivité de la compétence des communes en matière de collecte des déchets ménagers (décret du 9 mars 2023)
- Droit de chaque citoyen au service de gestion de ses déchets ménagers. La commune organise l'exercice de ce droit.
- Obligation de répercussion des coûts selon le principe du coût-vérité.

La gestion des déchets

B. Le maintien de la propreté publique

- Pas de réglementation précise. En lien avec l'obligation de maintien de l'ordre public (salubrité)
- Coûts particulièrement élevés qui ne doivent pas obligatoirement être répercutés.
- Subsidés prévus pour l'élaboration d'un plan local de propreté
- Appui de BeWapp
- Responsabilité des producteurs

2. La gestion de l'eau

A. La distribution d'eau

- Certaines communes assurent elles-mêmes la distribution d'eau.
- Nombreuses obligations imposées par le code de l'eau (surveillance, information, facturation,..)
- Défis du changement climatique et de la gestion des polluants émergents.

2. La gestion de l'eau

B. L'assainissement des eaux usées.

- En lien avec le maintien de la salubrité publique.
- La commune est chargée de la pose des égouts par le code de l'eau
- Financement de l'égouttage par la SPGE dans le cadre du contrat d'égouttage.
- Possibilité d'imposer des conditions et charges d'urbanisme
- Responsabilité de la commune dans l'entretien des égouts.
- Taxes possibles.

2. La gestion de l'eau

C. La gestion des cours d'eau de 3^e catégorie.

- Les gestionnaires sont chargés de nombreuses missions par le code de l'eau: entretien, délivrance d'autorisation, planification des actions dans le cadre des PARIS.
- Rôle dans l'atteinte des objectifs des PGDH et des PGRI

3. Les établissements classés

A. La délivrance des autorisations.

- La commune (le Collège) est l'autorité compétente (véritable pouvoir discrétionnaire)
- Le dossier de demande de permis est instruit par la Région (fonctionnaire technique) qui remet un avis (simple). Connaissances techniques
- La commune à un rôle important à jouer (consultation de la population, connaissance du terrain)

3. Les établissements classés

B. La surveillance.

- Le Collège peut modifier ou compléter les conditions d'exploitation
- Il peut également suspendre ou retirer le permis
- Le Bourgmestre peut imposer des mesures en cas de danger grave
- Rôle de la commune dans le constat des infractions environnementales.

4. La lutte contre la délinquance environnementale

- Le code de l'environnement (art D 138 et s) organise un régime de répression des infractions aux décret régionaux en matière d'environnement (décret déchets, code de l'eau, décret relatif au permis d'environnement)
- Possibilité pour la commune de jouer un rôle plus ou moins actif (agent constatateur ou pas, avec ou sans fonctionnaire sanctionnateur et règlement communal spécifique)
- Subvention prévue pour les agents constatateurs (8000 euros/an) et subventions ponctuelles pour le matériel

Merci pour votre attention

Arnaud Ransy : arnaud.ransy@uvcw.be

081.240.629

Propreté publique : comment Be Wapp aide les communes dans leur mission de maintien de la propreté ?

Par Benoît Bastien

Directeur général de BeWapp

1.1. CONTEXTE

FINANCEMENT :

- ✓ Contribution des Entreprises qui mettent des produits emballés sur le marché (3/4)

- ✓ Contribution publique (1/4)

MISSION :

Améliorer la propreté publique afin de contribuer à un meilleur cadre de vie en Wallonie

1.2. RÉSULTATS

Observatoire de la propreté publique 2017-2023

Observatoire de la
propreté publique
2017 - 2023

Figure 9 – Evolution de la moyenne et maximum par indicateur de 2017 à 2023

Baromètre de la prévention des déchets ménagers en Wallonie - 2024

“ L'évaluation de la propreté par type de lieu

Q. Quel niveau de propreté attribueriez-vous à votre ville/village, par type de lieu ?

Base : Personnes concernées

1.3. THÉMATIQUES D'ACTION

** = avec le soutien de la Wallonie*

Accompagnement
stratégique et
opérationnel

Optimisation des
infrastructures

Soutien à
la répression

Sensibilisation

Participation
citoyenne et associative

Formation
et éducation

Monitoring
et reporting

Plan Local de Propreté (PLP)

123 communes
accompagnées depuis 2019

75 PLP
approuvés

71 communes soutenues pour
réaliser des actions *

Fix My Street Wallonie

76 communes partenaires
et **10 308** utilisateurs

Accompagnement des communes pour les soutenir dans la réalisation de plans stratégiques et d'actions opérationnelles

Accompagnement
stratégique et
opérationnel

**Optimisation des
infrastructures**

Soutien à
la répression

Sensibilisation

Participation
citoyenne et associative

Formation
et éducation

Monitoring
et reporting

Optimisation du plan « poubelles »

117 communes ont un plan optimisé
+ **15 communes** accompagnées en 2025

Tri dans l'espace public

111 communes soutenues
pour la mise en place du
tri *

Application PRO-preté

Opérateur

Gestionnaire

- **230 communes** utilisatrices
- **35.717 poubelles** encodées
- **4.426 points noirs** recensés

**Optimisation de l'emplacement des infrastructures de propreté dans l'espace public
pour une meilleure utilisation et une rationalisation des coûts de gestion**

Accompagnement
stratégique et
opérationnel

Optimisation des
infrastructures

**Soutien à
la répression**

Sensibilisation

Participation
citoyenne et associative

Formation
et éducation

Monitoring
et reporting

Equipements vestimentaires et carte de légitimation

**270 agents équipés et
300 agents avec une carte ***

Marathon de la propreté publique

En 2024, **300 actions** menées par
128 acteurs et **15.000 personnes**
sensibilisées et **60 agents formés ***

Conseils et échanges avec les communes

Guide relatif à la
vidéosurveillance

306 agents actifs sur
le réseau *

Soutien d'initiatives et d'acteurs qui luttent contre la délinquance environnementale en adéquation avec la stratégie régionale répressive « SWaPRE ».

Accompagnement
stratégique et
opérationnel

Optimisation des
infrastructures

Soutien à
la répression

Sensibilisation

Participation
citoyenne et associative

Formation
et éducation

Monitoring
et reporting

Projets

28 clubs engagés dans
Club Plus Propre

Lutte contre
les dépôts
clandestins

Tri sur les aires
autoroutières

Panneaux et affiches

Tout ce temps pour se dégrader,
c'est énorme !

Les déchets, c'est à la poubelle, jamais par terre.
Une campagne initiée en partenariat avec le CCAJ et le Syndicat d'Énergie de la Région de Wallonie.

Fiers de rendre
notre quartier plus
propre!
ET TOI ?

Si tu fais ça,
**LE DÉCHET
C'EST TOI !**

Campagnes de sensibilisation régionales qui atteignent le bon public cible et qui touchent des lieux problématiques

Accompagnement
stratégique et
opérationnel

Optimisation des
infrastructures

Soutien à
la répression

Sensibilisation

Participation
citoyenne et
associative

Formation
et éducation

Monitoring
et reporting

Ambassadeur de la propreté

Plus de 32.000
Ambassadeurs engagés

Grand Nettoyage

98.797 participants en 2025
En 10 éditions, plus de 2.600 T de
déchets ramassés

Organise ton ramassage

Plus de 2.700 opérations de
nettoyages depuis 2020.

Déchet

Mégot

Plogging

Marche

Rivière

Logistique et matériel dédié à la participation citoyenne *

Impliquer et mettre en action les citoyens et associations en vue de participer activement à l'amélioration de leur cadre de vie

Accompagnement
stratégique et
opérationnel

Optimisation des
infrastructures

Soutien à
la répression

Sensibilisation

Participation
citoyenne et associative

**Formation
et éducation**

Monitoring
et reporting

Formation des enseignants et du personnel communal* (en 2025-2026)

En moyenne, une centaine
d'enseignants formés depuis 2023

Accompagnement des écoles

Une centaine d'écoles
impliquées chaque année
dans le projet de
labellisation depuis 2021

Outils pédagogiques

**Education des plus jeunes pour acquérir les bons gestes et
formation du personnel pour augmenter leur sécurité, leur productivité et leur engagement**

Accompagnement
stratégique et
opérationnel

Optimisation des
infrastructures

Soutien à
la répression

Sensibilisation

Participation
citoyenne et associative

Formation
et éducation

Monitoring
et reporting

Clic-4-WaPP

Depuis 2017, **108 communes**
ont évalué la propreté pour
une ou plusieurs années

Tableau de bord

Plus de **50 indicateurs stratégiques**
régulièrement suivis

Analyse cartographique

Cartographie des **niveaux de propreté** des rues de Charleroi

Collecter des données relatives aux déchets sauvages et aux dépôts clandestins, analyser les données et évaluer l'atteinte des objectifs

1.4. POUR PLUS D'INFORMATIONS

Accompagnement stratégique et opérationnel	Optimisation des infrastructures	Soutien à la répression	Sensibilisation
<u>Plan local de propreté</u>	<u>Optimisation du plan poubelles</u>	<u>Équipements vestimentaires</u>	Projets
<u>FixMyStreet Wallonie</u>	<u>Tri dans l'espace public</u>	<u>Carte de légitimation</u>	<u>Club Plus Propre</u>
	<u>App PRO-preté</u>	<u>Marathon de la Propreté</u>	<u>Commerce Plus Propre</u>
		<u>Guide de vidéo surveillance</u>	<u>Champs et Pâturages plus propres</u>
		<u>Réseau de lutte contre la délinquance environnementale</u>	<u>TEC - "Votre déchet, c'est destination poubelle"</u>
			Campagnes
			<u>Tri sur les aires d'autoroutes « Lui, c'est Dimi, Dimi-trie »</u>
			<u>« Deviens un héros, jette mon mégot où il faut ! »</u>
			<u>Ensemble, luttons contre les déchets dans la rivière !</u>
			<u>#CestLaHonte</u>
			Boutique du Propre
			<u>Matériel de sensibilisation</u>

***Ce tableau est interactif (en mode diaporama), cliquez sur le projet qui vous intéresse pour avoir plus d'infos !**

Participation citoyenne et
associative

Formation et éducation

Monitoring et reporting

Ambassadeurs de la Propreté

Formation à destination des
enseignants

Clic-4-WaPP

Grand Nettoyage

Label « École Plus Propre »

Organise ton ramassage

Ressources pédagogiques

***Ce tableau est interactif (en mode diaporama), cliquez
sur le projet qui vous intéresse pour avoir plus d'infos !**

**Merci pour votre
attention !**

Be
WaPP

03

Focus sur le coût vérité déchets

Carole de Fays

Chargée de projet à la Copidec

COPIDEC

FÉDÉRATION DES INTERCOMMUNALES
WALLONNES DE GESTION DES DÉCHETS

Le coût-vérité

13 mai 2025

**7 INTERCOMUNALES
DE GESTION DES DÉCHETS
1 FÉDÉRATION**

3,6 M. citoyens

16 822 km²

262 communes

**1.802.992 T de déchets
gérés en 2022**

7 intercommunales

2500 collaborateurs

1 fédération

PRINCIPE DU COÛT-VÉRITÉ

QU'EST-CE QUE LE COUT-VÉRITÉ

INTERCOMMUNALE

COMMUNE

CITOYEN

UNE STRUCTURE UNIQUE DE TARIFICATION 262 RÈGLEMENTS-TAXES

PARTIE FORFAITAIRE

PARTIE VARIABLE

POURQUOI MA TAXE DÉCHETS AUGMENTE-T-ELLE RÉGULIÈREMENT ?

PRINCIPAUX FACTEURS QUI INFLUENCENT LE COÛT-VÉRITÉ

AUTONOMIE COMMUNALE ET MUTUALISATION

LE TAUX DE COUVERTURE DU COÛT-VÉRITÉ

95 - 110 %

COMMENT RÉCOMPENSER LES CITOYENS QUI RÉDUISENT LEURS DÉCHETS ?

WWW.COPIDEC.BE

INFO@COPIDEC.BE

WWW.LINKEDIN.COM/COMPANY/COPIDEC/

Plan Local de Propreté Retour d'expérience

Sabine Bleret

Echevine à la commune de Somme-Leuze

Comme dans chaque commune wallonne, la propreté est importante mais malheureusement pas évidente.

La malpropreté est un vrai problème :

- Déchets & dépôts sauvages
- Dépôts clandestins...

Suite à l'appel à projets du SPW – BeWapp, la Commune de Somme-Leuze s'est lancée dans l'élaboration de son

PLAN LOCAL DE PROPETE

L'élaboration de ce plan demande **un grand investissement** de la part du Service Environnement car le dossier est assez lourd. Soutien et accompagnement par **BeWapp**.

TABLE DES MATIÈRES DU PLAN:

- Diagnostic de la situation actuelle
 - Carte d'identité de la Commune
 - Description de la gestion actuelle
 - Actions réalisées dernièrement
 - Points faibles et pistes d'amélioration
- Diagnostic de la propreté :
 - Mesures quantitatives de la propreté
- Identification des partenaires potentiels
- Conclusion du diagnostic
- Détermination de la stratégie de la Commune
- Détermination des objectifs globaux de résultats et de moyens
- Elaboration du plan d'actions
 - Durée de mise en œuvre du plan local de propreté
- Suivi et évaluation du plan
- Communication du plan
- Conclusion

La propreté est répartie en 5 piliers

SENSIBILISATION

CREATION DE L'ADHESION

REPRESSION

CITOYEN

GESTION DE L'INFRASTRUCTURE

GESTION DE L'ESPACE

CADRE DE VIE

MESURES QUANTITATIVES DE LA PROPETE

Par l'outil « **CLIC-4-WaPP** »

Cet outil permet d'évaluer la propreté de la Commune.

Il est basé sur le comptage des souillures dans plusieurs zones d'échantillonnage :

- Espace naturel
- Quartier résidentiel
- Quartier commerçant
- Bord de route
- Arrêt de bus
- Centre de village

Quatre campagnes trimestrielles de mesure de la propreté publique ont lieu par an.

Les objectifs sont :

- Suivre l'évolution de la propreté et mesurer l'impact des actions.
- Connaître le niveau de propreté en fonction des types de lieux et types de nuisances.
- Mesurer le délai de dégradation de la propreté après le nettoyage et par conséquent adapter les fréquences de nettoyage.

Récapitulatif des résultats de mai 2022

Zone	Déchets sauvages (Unité malpropreté)	Autres nuisances (Unité malpropreté)	Total nuisances (Unité malpropreté)	Appréciation générale de la propreté
1 :Plage Noisieux	17	5	22	Moyennement propre
2 :Ecole Noisieux	11	0	11	Propre
3 :Eglise Noisieux	12	4	16	Propre
4 :Parking rue Basse Adam Noisieux	26	3	29	Sale
5 :Rte de Liège S-L	13	0	13	Propre
6 :Rte de France Baillonville	4	4	8	Propre
7 :Rue de la Principauté S-L	8	2	10	Propre
8 :Ecole S-L	4	0	4	Propre
9 :Maison de village Bonsin	7	3	10	Propre
10 :Maison de village Heure	2	0	10	Très Propre
11 :Rue de la Grotte Nettinne	11	1	12	Propre
12 :Rue Pré aux Pousses Sinsin	21	0	21	Moyennement propre
13 :Eglise Hogue	27	16	43	Très sale

Récapitulatif des résultats de novembre 2021

Zone	Déchets sauvages (Unité malpropreté)	Autres nuisances (Unité malpropreté)	Total nuisances (Unité malpropreté)	Appréciation générale de la propreté
1	0	3	3	Très sale
2	6	0	6	Propre
3	0	0	0	Très propre
4	0	5	5	Très sale
5	50	0	50	Très sale
6	25	0	25	Sale
7	5	3	8	Sale
8	0	0	0	Très propre
9	35	0	35	Sale
10	10	0	10	Propre
11	26	0	26	Sale
12	0	5	5	Très sale
13	Pas de relevé	Pas de relevé	Pas de relevé	Pas de relevé

Présentation d'un ou plusieurs arbres à problèmes

Exemple fictif

COMMENT ÉTABLIR DES ACTIONS À METTRE EN PLACE ?

En invitant un **panel représentatif** à une réunion de travail et de réflexion :

- La Bourgmestre
- Le Responsable du Service des Travaux
- La Directrice des écoles
- Les aînés
- La police
- L'agent du DNF
- Les membres du GT Biodiversité
- Les membres de la Commission Locale du Développement Rural

Ensemble, nous avons réfléchi à des actions à mettre en place.

Les actions peuvent être petites comme de la sensibilisation ou plus grandes comme l'installation de caméra.

Les actions proposées par la Commune de Somme-Leuze

- Réalisation d'un film de sensibilisation avec les enfants des écoles, destiné aux familles.
- Adhérer à l'application FixMyStreet.
- Compléter l'offre en bulles enterrées.
- Installation de Megobacs aux endroits stratégiques.
- Panneaux de dissuasion avec amende chiffrée.
- Distribution de cendriers de poches.
- Motiver le public à participer aux actions de nettoyage BeWapp et Rivière propre CRO.
- Installation de poubelles de tri dans les lieux publics.
- Prêt de gobelets réutilisables aux comités de la Commune pour leurs événements.

AUTRES PARTENAIRES POTENTIELS :

- La Wallonie
- L'intercommunale
- Les écoles
- Comités & mouvements de jeunesse
- Comités des maisons de villages
- Commerçants
- Office du tourisme
- Police locale
- Contrat de rivière
- Ambassadeurs de la propreté
- ...

Déroulement et suite :

- Budgétiser les actions :
 - par les subsides
 - sur fond propre

- Les répartir sur les années à venir : la durée du plan.

- Envoi du dossier

- Acceptation du dossier

- Mise en place du Plan

- Demande de subsides

- Envoi du rapport

Plan Local de Propreté de Somme-Leuze

05

La gestion des établissements classés

Giuseppe Monachino

Fonctionnaire technique - SPW ARNE

Rôle des communes à l'égard des établissements classés

Guichet unique

« la porte d'entrée » des formalités en matière d'établissements classés est la

Commune

Qu'est-ce qu'un établissement classé ?

Établissement :

Unité **technique** et **géographique** dans laquelle interviennent une ou plusieurs **installations et/ou activités classées** ainsi que toute autre installation et/ou activité s'y rapportant directement et qui est susceptible d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

Qu'est-ce qu'une Installation ou activité classées ?

- Une Installation ou une activité est classée en fonction de son impact potentiel sur l'environnement :
- Une liste est établie par le Gouvernement pour arrêter la classification (Arrêté liste).

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Risque pour le sol	Organismes à consulter	Facteurs de division		
					ZH	ZHR	ZI

- **Classe 1** : permis d'environnement avec Etude d'incidence sur l'environnement
- **Classe 2** : permis d'environnement avec notice d'évaluation des incidences
- **Classe 3** : déclaration

- La classe de l'établissement est déterminée par celle de l'activité ou de l'installation qui a le plus d'impacts. $1+2=1$ // $1+2+3 = 1$ // $2+3=2$ // $3+3+3+\dots=3$

Qu'est-ce qu'une Installation ou activité classées ?

Numéro — Installation ou activité	Classe	EIE	Risque pour le sol	Organismes à consulter	Facteurs de division		
					ZH	ZHR	ZI
15.83.03 Sucrerie sans râperie lorsque la capacité installée de production de sucre est : 15.83.03.01 inférieure ou égale à 1.000 t/jour	2		X		4	4	
15.83.03.02 supérieure à 1.000 t/jour	1	X	X	AWAC	4	4	
15.83.04 Raffinerie de sucre lorsque la capacité installée de production de sucre est : 15.83.04.01 inférieure ou égale à 1.000 t/jour	2		X		3	3	
15.83.04.02 supérieure à 1.000 t/jour	1	X	X	AWAC	3	3	
15.83.05 Fabrication d'inuline lorsque la quantité de matière première est : 15.83.05.01 inférieure ou égale à 7.500 t/jour	2		X		4	4	
15.83.05.02 supérieure à 7.500 t/jour	1	X	X	AWAC	4	4	
15.84 Chocolaterie et confiserie							
15.84.01 Confiserie lorsque la capacité de production est : 15.84.01.01 supérieure à 0,1 t/jour et inférieure ou égale à 10 t/jour	3						
15.84.01.02 supérieure à 10 t/jour et inférieure ou égale à 500 t/jour	2		X				
15.84.01.03 supérieure à 500 t/jour	1	X	X	AWAC			

Qu'est ce que le permis d'environnement/unique ?

La décision de **l'autorité compétente**, sur base de laquelle **l'exploitant peut exploiter**, déplacer, transformer ou étendre un **établissement** de première ou deuxième classe, pour une **durée** et à des **conditions déterminées**.

Objectifs du permis d'environnement

- Contribuer à la **préservation** des équilibres **climatiques**, de la qualité de l'**eau**, de l'**air**, des **sols**, du **sous-sol**, de la **biodiversité** et de l'environnement **sonore**, et à contribuer à la **gestion** rationnelle de l'**eau**, du **sol**, du **sous-sol**, de l'**énergie** et des **déchets**.
- Assurer la **protection de l'homme ou de l'environnement contre** les dangers, nuisances ou inconvénients qu'un **établissement** est susceptible de causer, directement ou indirectement, pendant ou après l'exploitation, et à **assurer le bien-être des animaux** lorsqu'ils font l'objet des installations et activités de l'établissement visé

Objectifs du permis d'environnement

Outil permettant **l'amélioration continue** de la protection de **l'environnement** par les **acteurs économiques**, en toute transparence vis-à-vis de la **société civile**

Principes du permis d'environnement/unique

- Intégrer **l'ensemble des préoccupations environnementales** dans un seul permis
- Intégrer l'environnement et l'aménagement du territoire = **permis unique** (projet mixte au moment de l'introduction de la demande)
- Accélérer la **procédure** grâce aux **délais de rigueur**
- Transposer plusieurs directives européennes
- Etablir une **procédure simplifiée** de **déclaration** pour les entreprises dont l'impact sur l'environnement est moindre
- Identifier une seule **autorité** et un guichet unique

La procédure d'octroi

- La **commune** est le **guichet unique** des formalités en matière de permis d'environnement/unique
- Le **Collège communal** est **autorité compétente** sur avis du **Fonctionnaire technique/Fonctionnaire délégué** (sauf exception)
- La **procédure** d'obtention du permis est rythmée par des **délais de rigueur** (max : 170 jours)
- Une **procédure simplifiée** de déclaration pour les **établissements de classe 3**

Procédure simplifiée : Déclarations Classe 3

- Formulaire de déclaration dématérialisé via « espace personnel» sur Wallonie.be
- Déclaration n'est pas un permis
- Valable 10 ans
- Impossible de la refuser***
- Conditions d'irrecevabilité à vérifier par la commune
- Collège, dans les 30 jours de la réception de la déclaration, conserve la possibilité d'imposer des **conditions complémentaires** *tant qu'il n'existe pas de conditions intégrales.*
- *** Rem : AGW 29/10/2012 (MB 12/11/2012), le directeur du **DNF** peut imposer des conditions complémentaires, soumettre à permis , voire refuser l'activité, sur base de la législation NATURA 2000.

Délai de procédure

- Procédure rythmée par des **délais de rigueur** permettant de déterminer la date de la décision (même tacite).
- **Délai de rigueur = conséquences légales en cas de non respect du délai**
- **Si pas de conséquences légales indiquées = délai d'ordre**

Prévisibilité de la procédure

- Classe 1 : 140 (+30 j)
- Classe 2 : 90 (+30 j)
- Classe 3 : 15 j ou 30 j

Jour calendrier

Quels sont les acteurs ?

- **Le Fonctionnaire technique (FT)** = le directeur d'une des 4 Directions extérieures du Département des Permis et des Autorisations (DPA) du SPW Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ou son Directeur Général, pour les recours
- **Le Fonctionnaire délégué (FD)** = le directeur d'une des 8 Directions extérieures du SPW Aménagement du Territoire, Urbanisme, Logement et Energie ou sa Directrice Générale, pour les recours.
- **Le Collège Communal** = Autorité compétente pour délivrer les permis d'environnement et les permis uniques des projets sur le territoire de sa commune (sauf exceptions)

Qui autorise ?

Permis d'environnement (Classe 1 ou 2)

Collège Communal

sauf lorsque le projet est situé sur plusieurs communes

Fonctionnaire technique

Qui autorise ?

Permis unique (Classe 1 ou 2) :

Collège Communal :

sauf lorsque le projet est situé sur plusieurs communes :

→ le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire délégué

sauf s'il s'agit d'actes et de travaux voir art D.IV.22 du CoDT :

- d'utilité publique (sur une liste)
- effectués par une personne morale de droit public (sur une liste)
- situé dans une zone de service public ou communautaire; zones port autonome, ferroviaire, aéroportuaire)
- situé dans une zone d'extraction ou de dépendance d'extraction (carrières et dépendances)
- les sites à réaménager
- ou dans certains zonings ou périmètres (périmètre reconnaissance économique PRE)
- ...

→ le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire délégué

Première étape: recevabilité

Traitement du dossier : demande permis d'environnement classe 1 ou 2

Suspension de délais

Enquête publique :

– entre le 16 juillet et le 15 août (max 31 jours)

et

– entre le 24 décembre et le 1^{er} janvier (max 9 jours)

prorogation des délais d'instruction et de décision

Seulement si l'enquête débute pendant la période de suspension => donc tjs lancer l'enquête même si on est pendant ou juste avant la période de suspension

Suspension de délais

Modificatifs de voiries **!!!! EN PU:**

Projet mixte avec ouverture, modification ou suppression d'une voirie communale (décret du 6 février 2014 relatif à la voirie communale)

Rem.: Depuis le 1/4/2014, toutes les voiries communales sont visées (anciennement voiries innommées et vicinales)

- Suspension des délais d'instruction et de décision PE/PU
- Suspension court jusqu'à réception de la **décision définitive** relative à la voirie (peut durer plusieurs mois...).
- Suspension peut théoriquement prendre cours à tout moment entre la complétude et la décision.

Suspension de délais

Plans modificatifs !!!! EN PU :

Dans le délais imparti à l'Autorité Compétente pour statuer :

- à la demande de celle-ci
ou bien
 - à la demande du demandeur (moyennant accord de l'AC), possibilité de produire des plans modificatifs (+ complément à la notice d'évaluation des incidences ou à l'EIE)
-
- La procédure est suspendue et reprendra au stade de la recevabilité de la demande
=> nouvelle procédure complète

Avis final et Autorisation

**Autorité compétente
(Commune)**

Décision PE et PU: et si ...en Première instance (Autorité commune)

Valeur de la décision si		Administration :		
		Le rapport rédigé et expédié dans le délai contient un avis favorable	Le rapport rédigé et expédié dans le délai contient un avis défavorable	Le rapport pas rédigé ou pas expédié dans le délai
Autorité : Décision prise et expédiée dans le délai?	OUI	"Tout va bien" Rapport de synthèse du FT (art 32 décret) et décision prise et expédiée.	"Tout va bien" Rapport de synthèse du FT et décision prise et expédiée.	"Rien n'est perdu" Rapport rédigé mais non expédié dans le délai n'est pas le rapport de synthèse du FT MAIS décision prise et expédiée.
	NON	"Rien n'est perdu" Rapport de synthèse du FT = décision	"Rien n'est perdu" Rapport de synthèse FT = décision => permis est refusé	DANGER pour le demandeur Le permis est refusé

Affichage de la décision

Affichage de la décision

« Trahison des images » comme dans le tableau de Magritte.

« Ceci n'est pas une décision »

Ce que vous croyez être la décision peut ne pas être la décision...

Recours : Classe 1 ou 2

Durée de la validité des permis classe 1 et 2

Permis d'environnement : 20 ans

sauf

- OGM: 10 ans
- éoliennes: 30 ans
- Extraction en carrière: illimité

Permis unique en principe illimité pour le volet urbanistique

Les 3 arrêtés fondamentaux du 4/07/2002 (MB 21/09/02)

- Arrêté du gouvernement wallon arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées (**arrêté « liste » ou « nomenclature » et liste des projets soumis d'office à EIE (voir Code de l'Environnement : art D64))**)
- Arrêté du gouvernement wallon relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (**arrêté « procédure » et ses 37 annexes (formulaire))**)
- Arrête du gouvernement wallon fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (**arrêté conditions générales)**)

Base légale en matière de participation du public et d'infraction environnementale

Livre 1^{er} du code de l'environnement :

- **PARTIE III. - Information, sensibilisation et participation du public en matière d'environnement**
- **Partie VIII. - Recherche, constatation, poursuite, répression et mesures de réparation des infractions en matière d'environnement**

Base légale

- Législation environnementale > Guide juridique:
 - <http://environnement.wallonie.be/aerw/dgrne/index.htm>
- CoDT:
 - CoDT (code de développement territorial)
- Formulaire:
 - <https://www.wallonie.be/demarches/20520-demander-un-permis-d-environnement-ou-un-permis-unique-pour-un-etablissement-de-classe-1-ou-2->
- WALLEX:
 - <http://wallex.wallonie.be/>

Fonctionnaires techniques – coordonnées :

Direction de MONS

Place du Béguinage, 16

7000 MONS

Tél : 065/32.80.11

Permis.environnement.mons@spw.wallonie.be

Directeur : Géry PRIMOSIG

Provinces de HAINAUT (OUEST) : Arrondissements administratifs de : Mouscron - Comines- Tournai- Ath- Mons- Soignies
(sauf le zoning industriel de Feluy sur Ecaussinnes)

Direction de CHARLEROI

Rue de l'Ecluse, 22

6000 CHARLEROI

Tél : 071/65.48.80

Permis.environnement.charleroi@spw.wallonie.be

Directeur : Daniel VANDERWEGEN

Provinces de BRABANT et de HAINAUT (EST)

Arrondissements administratifs de : Nivelles- Charleroi- Thuin- + le zoning industriel de Feluy sur Ecaussinnes.

Fonctionnaires techniques – coordonnées :

Direction de NAMUR

Avenue Reine Astrid, 39

5000 NAMUR

Tél : 081/71.53.00

Permis.environnement.namur@spw.wallonie.be

Directeur : Giuseppe MONACHINO

Provinces de NAMUR et de LUXEMBOURG

Direction de LIEGE

Esplanade Simone Veil 1, 10ème étage

4000 LIEGE

Tél : 04/224.54.11

Permis.environnement.liege@spw.wallonie.be

Directrice ff : Lauriane DECOSTER

Province de LIEGE

Merci de votre attention

Sondage

Qu'avez-vous pensé de ce webinaire ?

En conclusion et... pour aller plus loin

Vos supports PPT	plateforme eCampus
Les replays de nos webinaires en matière d'environnement	https://www.uvcw.be/formations/webinaires
Kits numériques	https://www.uvcw.be/formations/kits-numeriques
Assistance-conseil - Cellule environnement	Nos conseillers sont au service exclusif des membres de l'UVCW. https://www.uvcw.be/environnement/accueil
....	

Merci pour votre participation !

Nous revenons vers vous pour...

Vous permettre de revoir le webinaire

À bientôt !